

**Convention collective**

**IDCC : 8241. – ENTREPRISES FORESTIÈRES, SYLVICOLES  
ET SCIERIES AGRICOLES**

**(Centre)**

**(1<sup>er</sup> juillet 1987)**

(Etendue par arrêté du 29 janvier 1988,  
*Journal officiel* du 9 février 1988)

---

**AVENANT N° 58 DU 25 MARS 2013**

NOR : *AGRS1397212M*

IDCC : 8241

Entre :

L'URCB ;

L'UR des syndicats de propriétaires forestiers sylviculteurs du Centre,

D'une part, et

La FNAF CGT ;

La FGA CFDT ;

La CFTC ;

La CFE-CGC ;

La CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le 1<sup>er</sup> alinéa du paragraphe « Cotisation » de l'article 65 « Régime de prévoyance. – Incapacité, invalidité, décès » de la convention est modifié comme suit :

« La gestion du régime de prévoyance est assurée par MUTEX. »

**Article 2**

Le 4<sup>e</sup> alinéa du paragraphe « Adhésion » de l'article 65 « Régime de prévoyance. – Incapacité, invalidité, décès » est modifié comme suit :

« Tout employeur lié par la présente convention collective est tenu d'adhérer, pour l'ensemble des salariés concernés par les garanties énumérées dans le présent accord, à MUTEX. »

### **Article 3**

Le 2<sup>e</sup> alinéa du paragraphe « Garantie décès » de l'article 65 « Régime de prévoyance. – Incapacité, invalidité, décès » est modifié comme suit :

« La présente garantie assure le versement au(x) bénéficiaire(s), sans condition d'ancienneté, en cas de décès d'un salarié, d'un capital de 100 % du salaire perçu pendant les 4 trimestres civils précédents, majoré de 25 % par enfant à charge.

Les bénéficiaires sont la ou les personnes ayant fait l'objet d'une désignation écrite et formelle de la part du salarié.

En l'absence de désignation expresse ou en cas de prédécès de tous les bénéficiaires, le capital est attribué suivant l'ordre de priorité ci-après :

1. Au conjoint survivant non séparé de corps par un jugement définitif passé en force de chose jugée, à défaut au concubin ou au partenaire de Pacs (ceux-ci ayant toujours cette qualité au jour du décès) ;
2. A défaut, aux descendants vivants ou représentés ;
3. A défaut, aux ascendants ;
4. A défaut, le capital garanti revient aux héritiers selon les règles de la dévolution successorale. »

### **Article 4**

Le présent avenant prendra effet à compter du premier jour du mois civil suivant celui au cours duquel aura été publié son arrêté d'extension au *Journal officiel*.

### **Article 5**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé au pôle politique du travail de la DIRECCTE du Centre, 12, place de l'Etape, CS 85809, 45058 Orléans Cedex 1.

Fait à Blois, le 25 mars 2013.

(Suivent les signatures.)